

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.829/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 16 juillet 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800 et l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération", a donné le 18 septembre 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 33.829/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 16 juli 2002 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en de exploitatie van GSM-mobilofonienetten, en het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten en het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie", heeft op 18 september 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'arrêté en projet tend à habiliter le Ministre ayant les Télécommunications dans ses attributions à imposer à chaque opérateur de réseaux de téléphonie mobile de mettre en oeuvre des systèmes "afin de lutter contre les vols d'appareils terminaux et les utilisations frauduleuses ou illicites de son réseau".

Le projet semble pouvoir puiser son fondement légal dans l'article 89, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, dans la mesure où l'alinéa 2 de cet article renvoie, notamment, à l'article 87, § 2, alinéa 2, b) et e), de la même loi, qui permet d'imposer aux opérateurs respectivement des "conditions liées au respect des exigences essentielles pertinentes, telles que définies à l'article 68, 29°, de la présente loi" et des "conditions relatives à la protection des abonnés et des données" ⁽¹⁾.

Il convient toutefois d'examiner si cette interprétation relativement large de l'habilitation ainsi donnée au Roi de définir des conditions de fourniture de service de téléphonie mobile est conforme à la réglementation européenne en la matière.

La directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications détermine quelles conditions peuvent être attachées par les Etats membres aux autorisations de fournir des réseaux ou des services de télécommunications. Ces conditions sont énumérées en annexe de la directive. Cette annexe se conclut comme suit :

(1) Parmi les "exigences essentielles" définies à l'article 68, 29° de la loi, et qui peuvent justifier des conditions imposées à l'établissement ou l'exploitation de réseaux de télécommunications ou la fourniture de services de télécommunications, sont en effet visées les raisons liées à "la sécurité du fonctionnement du réseau". Peuvent donc ainsi être justifiées les mesures tendant à lutter contre l'utilisation frauduleuse ou illicite d'un réseau. Les mesures prises pour lutter contre "le vol d'appareils terminaux" peuvent être considérées comme des mesures tendant à la "protection des abonnés".

"Cette liste de conditions est sans préjudice :

- de toute autre condition juridique qui n'est pas particulière au secteur des télécommunications

et

- des mesures prises par les Etats membres conformément aux exigences touchant à l'intérêt public reconnues par le traité, notamment aux articles 36 [actuellement : 30] et 56 [actuellement : 46], et qui concernent en particulier la moralité publique, la sécurité publique, y compris les enquêtes criminelles, et l'ordre public."

A supposer donc même que les mesures que pourrait prendre le ministre sur la base de l'habilitation prévue par le présent projet ne pourraient se rattacher aux conditions visées sous les points 2.1 ⁽²⁾ ou 3.1 ⁽³⁾ de ladite annexe, sans doute pourraient-elles, le cas échéant, se fonder sur la disposition finale de l'annexe, dès lors qu'elles auraient pour finalité la lutte contre le vol et contre la fraude.

La directive 97/13/CE est toutefois abrogée avec effet à la date du 24 juillet 2003 ⁽⁴⁾. Pour cette date devront être transposées de nouvelles directives en la matière, et notamment la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002

⁽²⁾ "conditions visant à assurer le respect des exigences essentielles pertinentes".

⁽³⁾ "conditions relatives à la protection des utilisateurs et des abonnés, notamment en ce qui concerne :

- l'approbation préalable par l'autorité réglementaire nationale du contrat type conclu avec les abonnés,
- la mise à disposition d'une facture détaillée et précise,
- la mise à disposition d'une procédure de règlement des litiges,
- la publication des conditions d'accès aux services, y compris les tarifs, la qualité et la disponibilité, et une notification appropriée en cas de modification de ces conditions".

⁽⁴⁾ Article 26 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre").

relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive "autorisation").

Cette directive est plus précise quant aux conditions qui peuvent être attachées aux autorisations de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques. Ces conditions sont énumérées à l'annexe de la directive. A première vue, et ainsi qu'il ressort des contacts informels que le fonctionnaire délégué a pu avoir avec les services de la Commission, seules des mesures visant à empêcher l'utilisation illicite du réseau pourraient, le cas échéant, se justifier au regard des conditions ainsi définies dans l'annexe de la directive, plus précisément sous le point A.16 "sécurité des réseaux publics face aux accès non autorisés conformément à la directive 97/66/CE" ⁽⁵⁾. Par contre les mesures visant à lutter contre le vol des équipements terminaux ne peuvent se rattacher à aucune des conditions énumérées dans cette annexe.

L'article 3, paragraphe 1^{er}, de la directive 2002/20/CE précise toutefois que :

"Les Etats membres n'empêchent pas une entreprise de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques, sauf pour les raisons visées à l'article 46, paragraphe 1, du traité."

Ces raisons sont "l'ordre public, la sécurité publique et la santé publique".

⁽⁵⁾ La directive 97/66/CE en question est également abrogée, à la date du 31 octobre 2003. Elle est remplacée par la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques). L'article 4, paragraphe 1 de cette directive prévoit que "le fournisseur d'un service de communications électroniques accessibles au public prend les mesures d'ordre technique et organisationnel appropriées afin de garantir la sécurité de ses services, le cas échéant conjointement avec le fournisseur du réseau public de communications en ce qui concerne la sécurité du réseau. Compte tenu des possibilités techniques les plus récentes et du coût de leur mise en oeuvre, ces mesures garantissent un degré de sécurité adapté au risque existant".

Si un Etat membre peut donc encore invoquer l'ordre public pour imposer des conditions à la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques, la référence ainsi faite à l'article 46 du traité suggère toutefois que cette notion doit être interprétée strictement et dans le respect du principe de proportionnalité, comme chaque fois qu'un Etat membre entend l'invoquer dans le cadre des libertés reconnues par le traité.

L'arrêté en projet prévoit que le ministre pourrait imposer des systèmes visant à lutter contre les vols d'appareils terminaux ainsi que contre les utilisations frauduleuses ou illicites de son réseau "dans les cas où il l'estime nécessaire". Ces mots ne paraissent pas suffisants à exprimer le strict respect du principe de proportionnalité qu'implique l'invocation de l'ordre public. En effet, ils laissent entendre que le ministre jouirait d'un pouvoir discrétionnaire quant à l'appréciation du caractère nécessaire d'une mesure qu'il envisage de prendre. Il convient de contraindre le ministre à respecter ce principe de proportionnalité dans l'usage qu'il ferait de son pouvoir discrétionnaire d'imposer des mesures aux opérateurs. Les mots "dans les cas où il l'estime nécessaire" seront donc omis.

2. Il conviendrait de préciser dans le rapport au Roi l'étendue de l'habilitation donnée au ministre. Le mot "systèmes" ne doit pas être entendu comme permettant au ministre d'adopter des mesures affectant les terminaux à l'encontre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

3. Il convient également d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur l'article 8, paragraphe 4, de la directive 97/13/CE, qui impose aux Etats membres de permettre aux parties intéressées de faire connaître leur point de vue sur les modifications proposées aux conditions attachées à ces licences. En outre ces modifications, précise la directive, ne doivent intervenir que dans des cas objectivement justifiés et de manière proportionnée. La directive 2002/20/CE impose, en son article 14, paragraphe 1, la même obligation,

.../...

mais précise en outre que les parties intéressées sont notamment les utilisateurs et les consommateurs, et que le délai laissé à ces parties intéressées pour exprimer leur point de vue est d'au moins quatre semaines, sauf circonstances exceptionnelles.

Dans la mesure où le présent projet n'impose pas lui-même de nouvelles obligations aux opérateurs mais se limite à habiliter le ministre à le faire, cette consultation des parties intéressées n'apparaît pas requise.

Par contre, il y a lieu de prévoir à tout le moins que le ministre devra permettre aux parties intéressées de faire valoir leur point de vue sur les mesures qu'il a l'intention de prendre.

Si les conditions imposées pour cette consultation par la directive 2002/20/CE ne doivent pas strictement être respectées tant que le délai de transposition n'est pas écoulé, il est rappelé que, conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, les Etats membres doivent, durant le délai de transposition, s'abstenir de prendre des dispositions de nature à compromettre sérieusement la réalisation du résultat prescrit par cette directive ⁽⁶⁾. Si donc, l'auteur du projet n'entend pas, par exemple, imposer au ministre la consultation des utilisateurs ou des consommateurs, ni laisser aux parties intéressées un délai de quatre semaines pour faire valoir leur point de vue, il conviendra qu'il soit précisé que c'est à titre transitoire ou provisoire.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

⁽⁶⁾ CJCE arrêt du 18 décembre 1997, aff. C-129/96, Inter-Environnement Wallonie ASBL/Région wallonne, Rec., 1997, I, pp. 7411 et suivantes, spécialement les considérants 35 à 50, conclusions de l'Avocat général F.G. JACOBS. Cet arrêt a été rendu à la suite d'une question préjudicielle posée par la section d'administration du Conseil d'Etat. Voir l'arrêt 92.339 du 25 janvier 2001, annulant partiellement un arrêté du Gouvernement wallon à la suite de cet arrêt de la Cour de Justice.

PréambuleAlinéa 1^{er}

L'article 87, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques a également été modifié par les arrêtés royaux du 4 mars 1999 et du 21 décembre 1999. Ces modifications doivent être visées au préambule.

Alinéas 2 à 4

Seul l'article 16 étant modifié par l'arrêté en projet, il convient de le viser expressément au préambule.

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, notamment l'article 16, modifié par l'arrêté royal du 24 octobre 1997;"

Cette observation vaut également pour les alinéas 3 et 4 qui doivent en conséquence être rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS-1800, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de troisième génération, notamment l'article 7;"

DispositifArticle 1^{er}

Il convient dans la phrase liminaire d'indiquer l'arrêté royal que l'on entend modifier avec son intitulé complet.

Par ailleurs, afin de se conformer à la terminologie de la loi du 21 mars 1991 précitée, les mots "appareils terminaux" doivent être remplacés par les mots "équipements terminaux".

.../...

Les mêmes observations valent pour les articles 2 et 3.

Observations finales relatives au texte néerlandais

Article 1^{er}

A l'article 16, § 1^{er}, en projet, on écrira le mot "operator" avec minuscule.

La version néerlandaise de la deuxième phrase devrait être rédigée comme suit :

"De Minister stelt de praktische regels vast met betrekking tot de toepassing van die systemen door de operator, met name de termijn voor de indienststelling en de principes inzake de voorlichting van de klanten".

Ces deux observations valent pour toutes les dispositions en projet.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontworpen besluit strekt ertoe de Minister bevoegd voor telecommunicatie machtiging te verlenen om iedere operator van een mobiel telefoonnetwerk op te leggen systemen toe te passen "om diefstal van eindapparatuur en frauduleus of onwettig gebruik van zijn netwerk te bestrijden".

Het ontwerp lijkt zijn rechtsgrond te kunnen putten uit artikel 89, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, voorzover in het tweede lid van dat artikel inzonderheid verwezen wordt naar artikel 87, § 2, tweede lid, b) en e), van dezelfde wet, dat de mogelijkheid biedt respectievelijk "de voorwaarden verbonden aan de naleving van de relevante essentiële eisen, zoals vastgelegd in artikel 68, 29° van deze wet" en "de voorwaarden met betrekking tot de bescherming van de abonnees en van de gegevens" aan de operatoren op te leggen ⁽¹⁾.

Er dient evenwel te worden nagegaan of deze vrij ruime interpretatie van de aldus aan de Koning verleende machtiging om voorwaarden voor het aanbieden van diensten voor mobiele telefonie vast te stellen, strookt met de Europese regelgeving terzake.

Richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten bepaalt welke

⁽¹⁾ Onder de "essentiële eisen" vastgelegd in artikel 68, 29°, van de wet, die kunnen wettigen dat voorwaarden worden gesteld aan de installatie of exploitatie van telecommunicatienetwerken, of aan de levering van telecommunicatiediensten, vallen immers de redenen die te maken hebben met "de veiligheid van het functioneren van het netwerk". De maatregelen die strekken tot de bestrijding van frauduleus of onwettig gebruik van een netwerk kunnen bijgevolg aldus worden gewettigd. De maatregelen die genomen worden ter bestrijding van "diefstal van eindapparatuur" kunnen beschouwd worden als maatregelen tot "bescherming van de abonnees".

voorwaarden de lidstaten kunnen verbinden aan de machtigingen om telecommunicatienetwerken of -diensten aan te bieden. Die voorwaarden worden opgesomd in de bijlage van de richtlijn. Aan het einde van die bijlage staat het volgende :

"Deze lijst van voorwaarden geldt onverminderd

- alle andere wettelijke voorwaarden die niet specifiek zijn voor de telecommunicatiesector,

en

- maatregelen die door de lidstaten worden genomen overeenkomstig door het openbaar belang ingegeven vereisten welke zijn erkend bij het EG-Verdrag, inzonderheid de artikelen 36 [thans : 30] en 56 [thans : 46], meer specifiek wat betreft openbare zedelijkheid, openbare veiligheid, inclusief onderzoek naar criminele activiteiten, en openbare orde."

Dus, zelfs in de veronderstelling dat de maatregelen die de minister zou kunnen nemen op grond van de machtiging waarin het voorliggende ontwerp voorziet, geen aansluiting kunnen vinden bij de voorwaarden genoemd onder de punten 2.1 ⁽²⁾ of 3.1 ⁽³⁾ van de genoemde bijlage, dan nog kunnen ze, in voorkomend geval, beslist gegrond worden op de slotbepaling van de bijlage, aangezien ze ertoe zouden strekken diefstal en bedrog te bestrijden.

(2) "Voorwaarden die erop gericht zijn, de nakoming van relevante essentiële eisen te waarborgen".

(3) "Voorwaarden in verband met de bescherming van de gebruikers en abonnees, in het bijzonder met betrekking tot :

- voorafgaande goedkeuring door de nationale regelgevende instantie van het standaardabonnementscontract;
- het voorzien in gedetailleerde en nauwkeurige facturering;
- het voorzien in een procedure voor het oplossen van geschillen;
- publicatie en adequate kennisgeving van wijzigingen in toegangsvoorwaarden, waaronder tarieven, kwaliteit en beschikbaarheid van de dienst".

Richtlijn 97/13/EG wordt evenwel opgeheven met ingang van 24 juli 2003 ⁽⁴⁾. Vóór die datum zullen nieuwe richtlijnen terzake omgezet moeten worden, en inzonderheid richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn).

Deze richtlijn is concreter wat betreft de voorwaarden die verbonden kunnen worden aan de machtigingen om elektronische communicatienetwerken en -diensten aan te bieden. Die voorwaarden worden opgesomd in de bijlage bij de richtlijn. Op het eerste gezicht, en zo blijkt ook uit de informele contacten die de gemachtigde ambtenaar heeft gehad met de diensten van de Commissie, zouden alleen maatregelen die ertoe strekken het onwettig gebruik van het netwerk te beletten in voorkomend geval te rechtvaardigen vallen op basis van de voorwaarden die aldus in de bijlage bij de richtlijn, meer bepaald in punt A. 16 "Beveiliging van openbare netwerken tegen ongeoorloofde toegang overeenkomstig Richtlijn 97/66/EG" ⁽⁵⁾ zijn vastgesteld. De maatregelen tot bestrijding van diefstal van eindapparatuur daarentegen sluiten bij geen van de voorwaarden die in die bijlage zijn opgesomd aan.

In artikel 3, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG staat evenwel het volgende :

"(...) de lidstaten (mogen) een onderneming niet beletten elektronische-communicatienetwerken en -diensten aan te bieden, tenzij dat

⁽⁴⁾ Artikel 26 van richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn).

⁽⁵⁾ De betrokken richtlijn 97/66/EG wordt ook opgeheven, met ingang van 31 oktober 2003. Ze wordt vervangen door richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie (richtlijn betreffende privacy en elektronische communicatie). Artikel 4, lid 1, van die richtlijn bepaalt het volgende : "De aanbieder van een openbare elektronische-communicatiedienst treft passende technische en organisatorische maatregelen om de veiligheid van zijn diensten te garanderen, indien nodig in overleg met de aanbieder van het openbare communicatienetwerk wat de veiligheid van het netwerk betreft. Die maatregelen waarborgen een beveiligingsniveau dat in verhouding staat tot het betrokken risico, rekening houdend met de stand van de techniek en de kosten van uitvoering ervan".

noodzakelijk is omwille van de in artikel 46, lid 1, van het Verdrag bedoelde redenen."

Die redenen zijn "de openbare orde, de openbare veiligheid en de volksgezondheid".

Ook al kan een lidstaat bijgevolg de openbare orde aanvoeren om voorwaarden te verbinden aan het aanbieden van elektronische communicatienetwerken of -diensten, de aldus gedane verwijzing naar artikel 46 van het verdrag doet evenwel veronderstellen dat dat begrip strikt geïnterpreteerd moet worden, met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel, zoals steeds wanneer een lidstaat de openbare orde wil aanvoeren in het kader van de bij het verdrag erkende vrijheden.

Het ontworpen besluit bepaalt dat de minister systemen kan opleggen om diefstal van eindapparatuur en frauduleus of onwettig gebruik van zijn netwerk te bestrijden "in de gevallen waarin hij dit nodig acht". Die woorden lijken onvoldoende aan te geven dat het evenredigheidsbeginsel dat de aanvoering van de openbare orde impliceert, strikt moet worden nageleefd. Ze wekken immers de indruk dat de minister een discretionaire bevoegdheid heeft om te beoordelen of een door hem overwogen maatregel noodzakelijk is. De minister behoort verplicht te worden om dat evenredigheidsbeginsel in acht te nemen als hij gebruik maakt van zijn discretionaire bevoegdheid om maatregelen op te leggen aan de operatoren. De woorden "In de gevallen waarin hij dit nodig acht" moeten dus vervallen.

2. In het verslag aan de Koning zou moeten worden verduidelijkt hoe ver de machtiging aan de minister reikt. Het woord "systemen" mag niet aldus worden geïnterpreteerd dat de minister maatregelen voor de eindapparatuur mag uitvaardigen die indruisen tegen de richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit.

3. De steller van het ontwerp behoort ook attent te worden gemaakt op artikel 8, lid 4, van richtlijn 97/13/EG dat bepaalt dat de lidstaten de belanghebbende

.../...

partijen in de gelegenheid moeten stellen om hun oordeel te geven over de voorgenomen wijzigingen van de voorwaarden die aan die vergunningen zijn verbonden. In de richtlijn wordt gepreciseerd dat die wijzigingen bovendien alleen mogen worden aangebracht in objectief gerechtvaardigde gevallen en op evenredige wijze. Artikel 14, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG legt dezelfde verplichting op, maar preciseert daarenboven dat de belanghebbende partijen onder meer de gebruikers en consumenten zijn en dat de termijn waarover die belanghebbende partijen kunnen beschikken om hun standpunt kenbaar te maken ten minste vier weken bedraagt, behoudens uitzonderlijke gevallen.

Voorzover het onderhavige ontwerp zelf geen nieuwe verplichtingen aan de operatoren oplegt, maar zich ertoe beperkt de minister te machtigen dat te doen, lijkt die raadpleging van de belanghebbende partijen geen vereiste te zijn.

Daarentegen moet op zijn minst worden bepaald dat de minister de belanghebbende partijen in de gelegenheid moet stellen hun oordeel te geven over de maatregelen die hij overweegt.

Hoewel de voorwaarden die in richtlijn 2002/20/EG voor die raadpleging worden opgelegd, niet strikt hoeven te worden nageleefd zolang de omzettingstermijn niet verstreken is, wordt erop gewezen dat, overeenkomstig de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, de lidstaten, gedurende de omzettingstermijn, geen bepalingen mogen uitvaardigen die het bij de richtlijn voorgeschreven resultaat ernstig in het gedrang kunnen brengen ⁽⁶⁾. Als de steller van het ontwerp dus bijvoorbeeld de minister niet wil verplichten om de gebruikers of consumenten te raadplegen en de belanghebbende partijen geen termijn van vier weken wil geven om hun standpunt kenbaar te maken, moet worden gepreciseerd dat dit een voorlopige maatregel of een overgangsmaatregel is.

⁽⁶⁾ HJEG, arrest van 18 december 1997, zaak C-129/96, Inter-Environnement Wallonie ASBL/Région wallonne, Rec., 1997, I, blz. 7411 en volgende, inzonderheid de overwegingen 35 tot 50, conclusie van advocaat-generaal F.G. JACOBS. Dit arrest is geweest als gevolg van een prejudiciële vraag, gesteld door de afdeling administratie van de Raad van State. Zie arrest 92.339 van 25 januari 2001, waarbij een besluit van de Waalse Regering gedeeltelijk wordt vernietigd als gevolg van dit arrest van het Hof van Justitie.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

Artikel 87, § 2, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven is ook gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 maart 1999 en 21 december 1999. Die wijzigingen moeten in de aanhef worden vermeld.

Tweede tot vierde lid

Aangezien alleen artikel 16 bij het ontworpen besluit wordt gewijzigd, moet dat artikel uitdrukkelijk in de aanhef worden vermeld.

Dat lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, inzonderheid op artikel 16, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1997;"

Deze opmerking geldt ook voor het derde en het vierde lid die dienovereenkomstig als volgt behoren te worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van CDS-1800-mobilofonienetten, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, inzonderheid op artikel 7;"

.../...

DispositiefArtikel 1

In de inleidende zin behoort het koninklijk besluit dat men wil wijzigen met zijn volledige opschrift te worden vermeld.

Voorts moeten in de Franse tekst van het ontwerp de woorden "appareils terminaux" vervangen worden door de woorden "équipements terminaux", overeenkomstig de terminologie van de genoemde wet van 21 maart 1991.

Deze opmerkingen gelden ook voor de artikelen 2 en 3.

Slotopmerkingen betreffende de Nederlandse tekstArtikel 1

In het ontworpen artikel 16, § 1, schrijve men "operator" met een kleine letter.

De Nederlandse versie van de tweede zin behoort bovendien als volgt te worden gesteld :

"De Minister stelt de praktische regels vast met betrekking tot de toepassing van die systemen door de operator, met name de termijn voor de indienststelling en de principes inzake de voorlichting van de klanten".

De beide opmerkingen gelden voor alle ontworpen bepalingen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,
F. DEHOUSSE,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS